

Figures et importance de l'« expertise environnementale » dans la presse écrite

Alain Létourneau

Volume 14, Number 1, May 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027963ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Létourneau, A. (2014). Figures et importance de l'« expertise environnementale » dans la presse écrite. *VertigO*, 14(1).

Article abstract

On questions regarding environmental governance, experts are required and frequently used by decision-makers, whether at the municipal, provincial, federal or at the local level. Hydrogeologists, engineers, in some cases climatologists, lawyers and others are called for to help people figure out what they can and should do in determinate situations. In our democratic societies, the media also play a part by giving information to the general public user as well as for decision makers, even with the existence of the internet. We present here and analyze a corpus of articles that have been selected through the whole year 2009, in *La Presse*, *Le Devoir* and *Le Soleil*, important daily newspapers in Québec province. After having treated elsewhere the whole of the articles referring to University and public research experts on all issues, we devote our attention here to a significant part of the sub-corpus of papers, those treating of questions of environmental governance : water, climate, energy problems and others. After having given an introductory set of remarks to discuss expertise issues in the context of public opinion building, we present the corpus, discuss the relative importance of the themes treated by the pieces, then discuss the relative importance of the descriptive, the evaluative and the prescriptive modes of discourse in the articles. We then show how the articles align themselves overall or not on the position of the experts referred to in the given articles, providing both quantitative and qualitative elements to see the relative magnitude and meaning of the phenomenon in the contemporary situation.

Alain Létourneau

Figures et importance de l'« expertise environnementale » dans la presse écrite

Introduction

- 1 Les recours à l'expertise sur des questions qui touchent le domaine de l'environnement, qu'il s'agisse de science dans l'industrie pour répondre aux requêtes d'instances de régulation, ou des pratiques de gouvernance à un niveau local ou régional touchant les questions environnementales, sont d'une importance qui n'est plus à démontrer. Les organisations font recours à l'expertise de manière continue, récurrente et avec une fréquence élevée ; qu'on pense aux travaux de comités techniques fournissant des avis aux organismes de bassin versant, aux ingénieurs appelés au secours de comités de riverains, d'expertises sur l'état d'eutrophisation d'un lac, etc. Comment s'intéresser aux forêts, aux bancs de poissons, aux ressources minières ou à l'entretien/la gestion de la ressource « eau » sans devoir immédiatement recourir à des experts ?
- 2 Pour le citoyen qui souhaite s'informer des questions environnementales, la presse écrite ou électronique est un recours souvent obligé, incluant les médias spécialisés. On va bien sûr retrouver ces recours à l'expertise dans la presse, qu'il s'agisse de problèmes de changement climatique, de biodiversité, d'usages de l'énergie renouvelable ou non renouvelable. En même temps, la presse est limitée dans son emploi de ces langages experts, car elle a pour tâche de rejoindre le public le plus vaste. Vivre en société démocratique, cela signifie avoir des instances de représentation décisionnelles en régime de séparation des pouvoirs, mais qui demeurent en liens étroits avec une société civile donnée (Habermas, 1997). Cette exigence de « publicité » au sens du caractère public et accessible des informations, est essentielle pour un fonctionnement démocratique. Mais pour comprendre de quoi il retourne dans les débats spécialisés, les membres de la société civile ou « plurielle » (une expression récente mise en circulation par Henry Mintzberg) ont eux aussi besoin d'expertise. En effet dans des limites et avec des variantes selon les pays, les instances de décisions communes doivent demeurer en liens étroits avec les débats publics sur les questions d'intérêt commun, ne serait-ce que pour des raisons électoralistes. La complexité des connaissances requises doit donc être rendue accessible à un débat public informant les décideurs, ce qui pose de multiples problèmes d'ajustement des discours et vocabulaires. Forcément les discours experts viennent avec un seuil assez élevé de difficulté qui va demander au citoyen ou à l'agent singulier une bonne dose de motivation, s'il ou elle souhaite seulement s'intéresser activement à certaines questions d'intérêt public.
- 3 Un problème d'accessibilité, d'intelligibilité, et aussi de vérifiabilité des discours est soulevé constamment par ces recours à l'expertise, qui sont relayés aussi bien chez les décideurs qu'auprès du grand public, soit les personnes qui souhaitent se tenir au courant et si possible participer à la discussion (Létourneau, 2012). Si tant est qu'un intérêt pour les questions environnementales soit quelque chose d'actif et d'important chez une personne, ce citoyen se retrouve aisément de nos jours abreuvé et quasi noyé dans les discours experts de tous acabits, aisément disponibles par le biais notamment d'internet. Et puisque nous sommes comme utilisateurs de l'internet toujours aussi en recherche d'une information crédible, nous n'allons pas délaisser des sources réputées et valides d'information comme le sont les médias bien établis, ou de nouveaux médias qui auront su se donner une bonne apparence de crédibilité. Ce qui ne veut pas dire qu'on s'en tiendra à ce type de sources : il faudrait aller aussi chez les ONG et chez les institutions réputées qui sont connues comme de bonnes sources.
- 4 Il nous faut donc construire collectivement de meilleures compétences pour faire face à l'expertise. Autrement dit, il faudrait devenir des experts en expertise, ce serait requis de nos jours ! N'exagérons rien : on a sans doute surtout besoin d'un savoir pratique à cet égard, notamment celui qui consiste à voir les limites des lunettes utilisées : les expertises sont

des foyers grossissants qui sont forcément des facteurs d'occultation de certains problèmes également. On ne peut faire autrement : à partir du moment où la personne devient spécialiste d'une question particulière, elle court le risque de perdre de vue toutes les autres questions qui sont également importantes et qui sont liées étroitement avec la question étudiée. La solution serait-elle alors de convoquer des consortiums d'experts en tentant de tout couvrir dans une approche multidisciplinaire ? Si cela demeure une juxtaposition de savoirs experts, ce ne serait pas suffisant, une approche de recherche sur ce qui se produit dans le monde devrait inclure une meilleure conscience des limites disciplinaires par les partenaires.

5 Par opposition avec cela, c'est avec raison que depuis un certain temps déjà, et par contraste avec le prestige des savoirs experts, on fait valoir l'importance des savoirs contextuels, des savoirs de pratique qui sont liés à la fréquentation des espaces, à la connaissance des terrains. Toute la réflexion sur les forums hybrides, venue de Callon, Lascoumes et Barthes (parmi d'autres) s'est inscrite dans cette perspective, escomptant de ces rapports entre experts et savoirs profanes ou savoirs pratiques, une capacité de mieux comprendre les situations non seulement en se donnant ainsi des espaces de confrontation et de collaboration, mais aussi en se donnant des lieux et des occasions de traduction mutuelle des savoirs.¹ Mais nous pouvons aussi nous demander si l'expertise est uniquement la propriété d'une caste de diplômés ayant un titre reconnu par une Université ou autre prestigieuse Institution de formation.² Il faut soutenir qu'il existe des expertises de pratique, parfois tout aussi incommunicables à des tiers que celles des universitaires, et qui peuvent tout autant être indispensables. Il s'agit là de savoirs qui s'apprennent aussi bien sinon plus sur le terrain que dans des écoles, et qui ont un caractère spécialisé et non évident. Dès qu'un savoir pratique ou théorique a besoin d'être expliqué et enseigné pour être compris, on a de fait une sorte d'expertise. En qualifiant ces savoirs comme étant de l'expertise, on tente du moins de les situer sur le même pied que les autres savoirs plus professionnels.

6 Cette question de l'expertise dans les sociétés démocratiques, elle a déjà posé pour une bonne part dans le débat entre Walter Lippmann et John Dewey (Dewey, 1927 ; Lippmann, 1922, 1927). Lippmann avait souligné les défauts de notre idéalisation du « public » : on demande au citoyen de tout connaître à propos de tout, c'est là un mandat impossible à remplir. Dewey répond notamment que les publics sont à construire à partir des questions et de la discussion des acteurs, ils n'existent pas en soi, mais demeurent possibles et requis en démocratie. Plus récemment, des monographies spécialisées sont venues développer davantage la réflexion spécifique sur cette problématique dans le domaine environnemental.³ Ces ouvrages récents manifestent l'intrication des savoirs et des pouvoirs ; cette intrication étroite, bien connue depuis les analyses de Foucault, prend ici un caractère concret et lié à des questions environnementales spécifiques. Nul ne peut d'une part nous amener à abandonner les requêtes d'une vie démocratique, et d'autre part nous ne souhaitons pas non plus une simplification outrancière des questions.⁴ Dans la pratique, les savoirs experts sur les questions environnementales vont se déployer dans deux grandes sortes de lieux : les travaux de terrain autour d'organismes publics ou privés comme les organismes de bassin versant, les ministères, les municipalités ou les entreprises privées qui elles aussi auront besoin des experts, et pour le grand public, cela se fera surtout dans la fréquentation des médias, bien que les autres types d'acteurs ont aussi besoin de ces derniers. En effet les organisations que nous venons de mentionner ont aussi recours aux médias, et y trouveront également un certain « éclairage » à la fois sur les contenus à expertiser que sur le travail des experts eux-mêmes, qui est mis en valeur dans les espaces média. Ces médias de nos jours, ils ne comprennent évidemment pas seulement la télévision, la radio et le journal, mais ils comprennent aussi les supports accessibles sur internet, supports de plus en plus abondants et riches.

Sens, portée et limites de notre démarche

7 Une étude valable se doit d'avoir un objet bien découpé, surtout si l'on conçoit que « l'opinion publique » n'existe pas en soi quelque part, ailleurs que dans l'expression des idées, laquelle demeure liée à des publics. En rendre compte requiert plutôt l'analyse d'actes de communication spécifiques, opérant chaque fois des actes de parole que nous sommes en

mesure de reconstruire pour l'essentiel, sur pièces, produisant des résultats qui puissent ensuite être contrôlables par une communauté de pairs. Le présent texte souhaite livrer et discuter l'analyse d'un corpus restreint, impliquant seulement des interventions sur des questions environnementales, qui a été sélectionné à l'intérieur d'un corpus plus vaste, colligé dans le cadre d'une recherche en cours sur le travail de l'expertise dans les problématiques de gouvernance.⁵ Le corpus plus vaste comprend l'ensemble presque exhaustif des recours à l'expertise de type universitaire et de types chercheurs affiliés aux universités, d'ici ou d'ailleurs, à l'intérieur de trois journaux des plus importants et prestigieux de la presse écrite québécoise, *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Soleil*, pour l'année 2009. Cette année a été sélectionnée pour permettre à la fois une assez grande proximité avec le présent (2013-4), ce qui favorise la ressaisie des thèmes traités, tout en évitant une trop grande immédiateté des informations, ce qui facilite une certaine distanciation, rejoignant ainsi une requête de base de toute herméneutique.⁶ On voulait notamment éviter de prendre l'année 2008, qui est une année repère importante dans la mesure où elle donne lieu à l'explosion de la bulle immobilière notamment aux États-Unis. Pour des raisons de limites du corpus, il serait requis de faire la même chose sur d'autres corpus, notamment dans des journaux d'autres pays, toutes choses qui seraient impossibles à l'intérieur d'un article bref. Ce travail se limite à la sphère publique du Québec francophone, à l'intérieur de laquelle le signataire est situé.

- 8 Qu'on le veuille ou non, de nos jours l'appel à l'expertise devient très fréquent pour tous les types de questions, et l'une des manières de traiter ce phénomène consiste à analyser comment les médias eux se servent de l'expertise, en l'appelant au renfort pour commenter des questions complexes. La question de savoir ensuite ce que font les acteurs et décideurs de ces contenus de sens communiqués ne pouvait être traitée ici, on le comprendra en fonction des limites de toute recherche. Mais puisque les décideurs doivent se référer à l'information disponible pour s'aider à juger (et on sait bien que dans les faits la communauté des acteurs politiques au sens large prend bien le temps et les moyens de couvrir les traitements média de « leurs » questions spécifiques), tout contenu significatif et suffisamment redondant dans les médias est potentiellement une « aide » à la décision dans un sens ou dans l'autre. En tout cas c'en est une composante à considérer très attentivement.
- 9 En prenant toutes les occurrences des mots professeurs et chercheurs et en nous assurant que nous avions affaire à des universitaires, nous avons trouvé un total de 4007 occurrences d'articles faisant appel à des experts en 2009, avec 1157 textes pour *Le Soleil*, 1451 articles pour *Le Devoir* et 1399 documents pour *La Presse*.⁷ Un assistant chercheur de haut niveau a colligé, traité et classé tous ces textes en utilisant les moteurs de recherche actuels de manière extrêmement compétente.⁸ Nous avons pu constater alors la très grande diversité des thèmes d'intérêt sur lesquels les collègues chercheurs et universitaires sont appelés à donner leur avis comme experts, à donner de l'éclairage contextuel ou historique sur le fond, à fournir une opinion sur une question controversée. Cela va du sport aux dernières démarches marketing en passant par la discussion de politique locale et internationale, etc. La question de fond qui nous intéressait était celle de savoir jusqu'à quel point les opinions relayées par les experts convoqués à se prononcer ont-ils un rôle dominant dans l'ensemble des articles ? Les articles et la position experte véhiculée expriment-ils un même avis, ce qui aurait un effet de renforcement (par validation intersubjective apparente et minimale) quant aux contenus ? Or la réponse à cette question est très globalement positive, mais plutôt que d'y aller en général, il est plus intéressant de regarder cette question par sous-domaines d'expertises. Il sera particulièrement intéressant de tenter de voir, dans le cadre du présent texte, ce qu'il en est à cet égard sur les questions qui touchent la gouvernance environnementale, secteur que je définis ici comme les démarches que nous faisons pour nous gouverner nous-mêmes, comme membres d'organisations, et j'ajouterais même comme personnes, comme sociétés et comme espèce, eu égard à l'impact que nous avons de facto sur l'environnement dont nous dépendons d'un point de vue très concret et empirique, aujourd'hui comme demain. La gouvernance environnementale peut donc désigner des domaines de pratique descriptibles, et non pas d'abord un appel normatif. C'est à partir de ce sens que les textes ont été sélectionnés et traités.

- 10 Et en effet on peut vérifier que le grand corpus comprend un certain nombre de textes qui concernent des questions environnementales au sens qui a été précisé à l'instant, ce qui sera notre corpus spécifique ici ; en faisant une lecture détaillée de ce corpus dont les éléments ont tous été colligés et sont donc consultables en tout temps pour vérification, nous avons dégagé les textes traitant des questions que nous englobons sous l'appellation de gouvernance environnementale, puis nous en avons fait le classement thématique à propos de ce qui est effectivement traité. Nous arrivons à une liste assez courte de 36 textes dans *Le Devoir*, 29 dans *La Presse* et 32 dans *Le Soleil*, pour un total de 97 textes à peine pour l'année 2009, après élimination de quatre textes incorrectement classés. Précisons que ceci ne représente évidemment pas l'ensemble des textes des journaux concernés ayant traité de questions environnementales, mais comprennent seulement ceux qui ont fait appel à des experts liés à des institutions universitaires dans le corps même du texte, avec précisions sur les personnes et leur institution d'attache. Ces limites étant notées, ce nombre est tout de même assez faible puisqu'il signifie que de l'ensemble des textes ayant fait appel à des experts universitaires et chercheurs affiliés dans les journaux concernés, seul un texte sur 40 traitait d'environnement, soit un peu plus de 2 % des textes. Bien que ce faible pourcentage puisse sembler décevant, dans le contexte du traitement tous azimuts de thèmes variés par la presse, c'est peu étonnant. En effet, il faut considérer que bien des questions, des sports à la finance en passant par la bonne alimentation, les problèmes de municipalités, de politique ou d'économie générale sont également traités par une presse qui demeure par sa nature foncièrement généraliste.

Premiers résultats

- 11 Un premier travail de sélection des textes a été effectué, permettant de dégager les textes selon leurs thèmes et leurs points de vue descriptif, évaluatif ou prescriptif.⁹ Nous avons voulu ensuite repasser tout le corpus pour prendre une prise plus directement quantitative sur les thèmes du corpus, afin d'assurer d'éviter tout biais venant de nos engagements envers les valeurs environnementales. Après avoir identifié les textes qui seraient à prendre en compte, un premier niveau d'analyse thématique a permis de tenter de regrouper le plus possible les textes en catégories pour voir plus précisément de quoi ils traitent. Une analyse thématique permet d'identifier quels sont les thèmes qui sont d'intérêt et qui sont traités à répétition ; l'élément quantitatif donne un indicateur de son importance relative pour le média écrit dans un ensemble total d'occurrences, le média étant considéré comme une organisation complexe. Au total, les résultats de cette relecture sont présentés à la suite dans un tableau, en ordre d'importance. Les grandes catégories ont été dégagées en raison de la fréquence des occurrences, et non pour des raisons normatives. Ajoutons qu'aucun texte n'a été compté deux fois, quoique certains textes eussent pu être traités dans deux catégories différentes. Ce n'est qu'ensuite que nous avons révisé l'analyse de certains textes déjà sélectionnés et qui représentent une fraction significative de l'ensemble des 101 textes (puisque nous avons analysé en détail plus de 30 textes de ce corpus restreint, soit plus de 30 %). Nous avons ainsi vérifié que la sélection était valide dans la mesure où la recherche était reprise et contrôlée par le chercheur principal, tout comme l'avait été la première recherche portant sur le corpus plus vaste.
- 12 Notons que les chiffres qui apparaissent à gauche entre parenthèses suite au thème dominant donnent les totaux sous-thématiques sans égard pour les journaux particuliers consultés dans l'année 2009 entière. Aucun texte n'a été classé deux fois, bien que certains textes aient une double thématique : par exemple, un article traitant de la pollution de l'eau par les médicaments a été classé dans Eau et non dans pollution.

¹⁰

Tableau 1. Thèmes dominants traités par les textes analysés, selon journal.

Thèmes dominants	Le Devoir	La Presse	Le soleil	Total
Énergie (énergie 6, énergie solaire domestique 1, pétrole 1, énergie atomique 2, voitures hybrides, électriques,	7	8	11	26

à la casse 4, énergies vertes incluant solaires, éolienne 6, Rabaska 2, Arctique 3)				
Climat (changement climatique 13 ; Climategate 1 ; GES 2 ; sécheresses 2)	12	4	2	18
Eau (Eau 3, pollution 2 , Hausse du niveau de mers et fonte des glaces 3, algues bleu-vert 2)	5	1	4	10
Environnement urbain (boisés urbains 6, zones de chaleur 2, milieux humides 1	1	2	6	9
Alimentation (agriculture verte ou bio 2, crise alimentaire 2, pêches 1, OGM 2		5	2	7
Biodiversité	3	1	2	6
Pollution (pesticides 2, pollution de l'air 1, pollution de l'eau 1)	1	1	2	4
Mines (mines 1, amiante 4)		4	1	5
Autres (surpopulation 1, forêt 1, mouvements verts 1, ind. Touristique verte 2, économie verte 2, virage vert 1, principes 4)	7	3	2	12
Total par journal	36	29	32	97

13 On remarque bien clairement que l'énergie est la grande famille la plus traitée, suivie par le changement climatique. Les journaux grand public demeurent proches des intérêts des usagers ordinaires, et la question de l'énergie à cet égard, dans les usages quotidiens du courant électrique, du chauffage et du transport est à l'avant-plan des préoccupations. Quant au changement climatique, malgré le caractère difficile, potentiellement coûteux à tous égards et malgré sa complexité, il arrive tout de même bon second parmi les thèmes.

14 Au-delà de ceci, il y a bien sûr des interconnexions entre les thèmes traités, puisque le fait que les usages énergétiques ont des effets également sur le climat ou sur d'autres composantes n'est pas inconnu. Toutefois dans la mesure où les textes ne mettent pas l'accent sur une composante, au point de ne pas la mentionner, nous ne serions pas justifiés de faire entrer un texte de force dans une catégorie donnée. Compte tenu de la petite centaine de textes concernés, si vous êtes un lecteur déjà très sensibilisé à la question, vous allez trouver un texte de temps à autre qui permet d'entretenir votre intérêt et votre pensée, mais si vous êtes peu sensibilisé, il y a peu de chance que cette petite couverture provoque un effet significatif¹¹. Notre recherche montre qu'il y a sans doute place à une plus grande exposition et un plus grand traitement public des questions d'environnement, dans un contexte où bien peu de journalistes reconnus sont des spécialistes à cet égard, et ce qu'ils aient été ou pas formés en « sciences de l'environnement » :

ces questions peuvent aussi s'apprendre après diplomation, dans le travail d'enquête et de recherche sur les problèmes.

- 15 Dans l'échantillon, il se voit que tel journal est plus axé sur les questions vertes que tel autre, une publication entre plus dans les considérations théoriques que tel autre (Le Devoir), alors que tel journal est plus intéressé par les questions d'écologie urbaine (Le Soleil), mais notons que ces remarques ne valent que pour une année singulière, on ne peut encore généraliser ici. Au point de vue de la quantité de thèmes traités, les trois journaux se sont avérés étonnamment semblables, bien que La Presse ait moins de textes et Le Devoir un peu plus.

Analyse discursive d'une sélection de pièces

- 16 Le second niveau d'analyse que nous avons menée avec un nombre significatif, mais forcément plus restreint, de textes lus en profondeur, visait à répondre à la question suivante : jusqu'à quel point chacun des articles, que nous considérons comme des pièces discursives et des actes de parole, donne-t-il un poids décisif aux opinions expertes qu'il convoque et utilise dans son propre travail argumentatif ? Le but était de trouver les convergences ou divergences entre l'article comme ensemble significatif d'une part, et les contributions expertes d'autre part. L'analyse de discours (ou *discourse analysis*) est une approche qualitative qui permet d'entrer davantage dans la signification des pièces telle qu'elle est conjointement construite, il s'agit ici de journalistes, de sources et d'experts.¹² Pour nous ce qui importait était de dégager l'orientation qui se dégage, plutôt que d'isoler la contribution des uns et des autres à la production de sens concernée. Ceci supposait le dégagement de l'orientation pratique proposée par les articles, et de voir si elle correspond au contenu de l'expertise convoquée et utilisée par le texte ; une question empirique est de savoir jusqu'à quel point les articles fournissent une pluralité d'orientations, notamment s'il y a plusieurs experts et plusieurs sources. L'hypothèse de base était que la contribution experte vient de fait jouer un rôle qui semble déterminant dans la construction potentielle de l'opinion des lecteurs pour une proportion sans doute importante de cas. Cette démarche relève pour nous d'une étude pragmatique des actes de parole de type expertise comme contributions aux débats publics sur les questions environnementales dans une société démocratique.¹³
- 17 Nous avons procédé à l'analyse détaillée de certains textes, trente-sept au total dans un sous-groupe de quarante dont trois textes ont été éliminés faute de pertinence avérée, dans le but de vérifier en détail jusqu'à quel point les textes relaient directement en les appuyant les opinions des experts qu'ils mettent en scène ou font intervenir en les nommant et les citant. Nous avons donc repris un peu moins de la moitié du total de nos textes, ce qui est une portion plus que suffisante. La liste des textes consultés est fournie dans la bibliographie à la suite de la liste de références. Or, nous avons un total de 31 textes sur 37 qui expriment une opinion dominante, celle de l'expert appelé et cité par le texte, l'article étant manifestement favorable au contenu de l'opinion experte. L'hypothèse de l'intervention experte comme étant déterminante du sens de l'article est donc vérifiée, à 84 %. Enquête qui mériterait bien évidemment d'être étendue à un corpus plus large. Pour cinq de ces textes, ce n'est pas étonnant, puisque ce sont de fait des positions d'auteurs, par exemple le texte de Frédéric Lasserre ; par ailleurs, deux textes favorables à leurs sources expertes sont en fait de purs relais de l'opinion de ces experts, donc ils ne véhiculent pas d'éléments sensiblement différents mis à part de soulever la question, présenter le contexte, etc. Du nombre de textes qui appuient leur expert, 14 textes ont été estimés convergents dans le sens où ils présentent une pluralité de sources (dont celle de l'expert, mais liée par exemple à une autre source, groupe de pression ou une autre expertise) en plus de donner une impression favorable à l'opinion du principal expert ; les autres textes faisant appel à des experts qui leur sont favorables et ne mobilisent pas une pluralité de sources. Un seul texte se montre favorable à la position experte, mais avec discussion. Seul un texte se montre réservé face à l'expertise convoquée, et seulement trois textes donnent une impression de neutralité par rapport à l'expertise. Nous vérifions donc pleinement l'hypothèse selon laquelle, de manière très générale, les textes en gouvernance environnementale qui font appel à des experts donnent à cette contribution non seulement l'exposition requise, mais ces expertises sont de fait porteuses du sens du texte. Ce qui n'exclut d'ailleurs pas que, dans

certains cas, le ou la professionnelle de l'information ait choisi cet expert en fonction de visions partagées, ce qui constitue un débat sans doute important, mais secondaire par rapport à l'enjeu poursuivi ici.

18 Nous avons ensuite analysé les textes au regard de leurs aspects descriptif, évaluatif et prescriptif. Bien que rien ne soit jamais tranché au couteau, il y a une différence entre un reportage qui rapporte des faits, une discussion de nature évaluative (consistant à se demander si telle pratique est valable ou pas, si elle est bonne ou mauvaise en fonction d'une variété possible de critères, comme le bon, le juste, l'efficace, le beau, etc.) et la proposition d'un programme concret d'action, formulant des prescriptions concrètes.¹⁴ Il est entendu que des textes peuvent être surtout dans l'une ou l'autre de ces catégories, ou bien réaliser des ensembles composites, permettant le travail de deux ou trois catégories (ils peuvent être évaluatifs-prescriptifs, descriptifs-évaluatifs, descriptifs-prescriptifs ou alors les trois aspects liés). Le côté implicite n'a pas été considéré dans cette analyse, seulement les éléments qui sont explicites – sans quoi on retrouverait forcément toujours toutes ces catégories. Comme l'élément évaluatif et l'élément prescriptif permettent de déployer le discours normatif dans ses composantes propres (en référant forcément à des valeurs et des normes), il était important de cibler ces composantes, compte tenu aussi du fait que notre tradition journalistique, étant nord-américaine, met tout de même normalement l'accent sur l'élément descriptif, sauf dans les éditoriaux et les commentaires.¹⁵ Un bref tableau résume à cet égard nos résultats (tableau 2). Précisons que notre corpus comprenait tous les genres, soit les commentaires, les reportages ou les éditoriaux sans distinctions.

Tableau 2. Nature des propos dans les textes analysés.

Dimensions	Nombre de textes	Pourcentage de l'ensemble
Descriptifs	5	14
Évaluatifs	0	0
Prescriptifs	3	8
Descriptifs et prescriptifs	7	19
Évaluatifs et descriptifs	17	46
Évaluatifs et prescriptifs	2	5
Descriptifs, évaluatifs et prescriptifs	3	8
Total	37	100

19 Quelques commentaires sur ces résultats. D'abord, remarquons que le groupe composite comprenant une « dimension évaluative liée à l'élément descriptif » est le plus important, jusqu'à regrouper près de la moitié des pièces. On présente des situations, des faits et des rapports et cela permet de produire des évaluations ou cela les exprime. Il semble normal et requis qu'il en soit ainsi ; en fonction d'une certaine conception du journalisme, on peut estimer qu'il doit porter sur des situations, ce qui suppose de les décrire, et aussi permettre d'en discuter l'évaluation. Dans un tel contexte, on comprend aussi que les textes dans leur ensemble n'indiquent pas de piste concrète d'action aux décideurs, mais les laissent devant ce genre d'énoncés souvent descriptifs ou évaluatifs, laissant le lecteur se demander ce qu'il convient de faire au juste, pour près de la moitié d'un corpus déjà mince. Les textes réellement prescriptifs sont rares, à peine 3 articles ; et notons que deux de ces textes sont de fait des textes d'auteurs publiés par les journaux ; deux textes sont à la fois évaluatifs et prescriptifs. Quinze textes au total ont une composante prescriptive, alors que vingt-deux textes ont une composante évaluative ; vingt-cinq ont une composante descriptive. On ne peut donc dire que la dimension prescriptive ne soit pas présente, elle se trouve dans 40 % des articles ; la composante évaluative est présente dans 60 % des textes ; seule la composante descriptive franchit la barre des deux tiers avec 68 %. Ces données viennent renforcer notre impression que peu de textes parviennent à inscrire une composante prescriptive, bien qu'en même temps on se lasserait probablement vite d'un journalisme qui serait trop farci de prescriptions.

20 Il est impossible de repasser en détail tous les textes, mais quelques exemples aideront à saisir la nature de l'analyse qui a été menée ici. Le texte de Martine Letarte du 24 octobre

2010 est un bon exemple d'article s'intéressant au climat, malgré un titre un peu rébarbatif.¹⁶ L'expert principal appelé pour répondre aux besoins de l'article est Tahar Ouarda, professeur à l'INRS. Le propos est le suivant, le texte étant favorable et de fait relayant fortement l'opinion experte à laquelle il donne la parole : la nature des recherches en modélisation probabiliste des changements régionaux dans les variabilités climatiques (= donc on décrit des descriptions) nous fournissent une connaissance valable des scénarios climatiques en région (ce qui est une évaluation), et les gouvernements doivent donc en tenir réellement compte pour construire leurs politiques (ce qui est une prescription). Le texte est également convergent puisque plusieurs autres experts d'autres centres contribuent à établir la même position. L'article vient ainsi manifester qu'une connaissance des scénarios à l'échelle régionale est disponible, et il indique que ce type de connaissance fournit un outil efficace et requis pour l'adaptation aux changements climatiques.

21 Comme le corpus des textes « favorables et convergents » est important dans notre ensemble, un autre texte permettra d'en mieux voir le contenu et la variété. Un texte vient avertir des coûts que risque de représenter l'exploitation de l'Arctique, traitant en particulier du Grand Nord-du-Québec.¹⁷ On prend à parti les acteurs politiques de 2009 qui vantent le Nord et ses ressources, soulignant le caractère souvent électoraliste de ces discours. Le texte est descriptif en manifestant les différents vecteurs à prendre en compte pour juger de la question du Nord, mais il est prescriptif en demandant de les prendre en considération dans « l'exploitation du Grand Nord » : aspects industriel, commercial, scientifique, aspects de démocratie et de souveraineté territoriale. Les différents chercheurs appelés à la barre du texte sont Paule Halley, professeure en droit de l'environnement et titulaire d'une chaire du Canada à l'université Laval, mais aussi Leslie Seidle de l'Institut de recherches en politiques publiques, Joëlle Plouffe, chercheuse à la chaire en études stratégiques de l'UQAM et Monique Bernier, professeure à l'INRS. Le texte établit aussi, donnant alors la parole aux experts Seidle, Plouffe et Bernier, jusqu'à quel point il importe de considérer avec réalisme l'ensemble des facteurs sociétaux. Le territoire est sans doute riche en ressources naturelles, mais il est éloigné, partiellement gelé, habité par des populations sédentaires autochtones. Il y a aussi le manque de communications et de transport, l'absence d'infrastructures sociales et industrielles et commerciales, la disponibilité peu importante de main-d'œuvre qualifiée. Plutôt qu'un Eldorado, tout ceci va représenter des coûts très élevés, et les plans fournis à date par les politiciens manquent de détails. Quelles vont être les conséquences sociales, mais aussi environnementales de cette exploitation, peut-être que ce n'est pas nécessaire, demande Paule Halley ? Le texte ne dit pas directement que les communautés du Nord devront être consultées et impliquées dans la démarche de définition et d'évaluation des projets. L'auteur du texte y va par un biais plus descriptif et critique face aux manques actuels, soulignant au passage, par la voix de l'expert Leslie Seidle, que le gouvernement du Québec a pour sa part démontré sa capacité à s'entendre avec les populations. Bien qu'ici nous avons une pluralité d'angles qui sont poursuivis en même temps dans le texte, il y a convergence d'opinions pour un texte qui vient sonner les cloches en requérant une attention sérieuse devant certains problèmes.

22 Un autre texte prend une position réservée, alors qu'il est produit sous la plume d'un journaliste devenu lui-même expert avec les nombreuses années de travail sur ces questions – journaliste qui a d'ailleurs été appelé à servir le public dans le gouvernement porté au pouvoir en 2012.¹⁸ Si Rob Raiswell, géochimiste de l'Université de Leeds et partisan de la fertilisation des mers vient soutenir un ensemencement agressif des mers pour soi-disant favoriser la capture de GES, l'auteur de l'article est très réservé face à cette position. Le texte de Francoeur est à la fois descriptif, en expliquant ce qu'est la fertilisation, le fait qu'elle a été interdite par la Convention sur la diversité biologique, tout en évaluant le projet LOHAFLEX qui est venu défier l'interdiction. Le texte concerne bien sûr les instances de régulation internationale et vient combler nos connaissances à ce sujet en fournissant un appui à des régulations internationales exprimant de fortes réserves.

23 Nous donnerons un exemple de texte neutre, pour faire saisir de quoi il s'agit. Dans un texte qui porte sur la pêche commerciale, Mathieu Perreault fait appel à une pluralité d'experts.¹⁹ Daniel Pauly, professeur à UBC et Timothy Essington, professeur à l'Université de Washington,

viennent discuter des controverses sur cette pêche dans les milieux scientifiques. L'article ne prend pas position entre les lectures qui sont en désaccord sur la valeur de résultats qui attesteraient la raréfaction des poissons de grosse taille, alors que le lien avec la pêche commerciale est tantôt nié, tantôt allégué. À tout le moins l'article a-t-il informé ses lecteurs de ce débat à une certaine date et parmi certains acteurs de la recherche concernée.

Conclusion

24 Un certain nombre de constats se dégagent de notre étude, qui demanderait certes à être élargi sur d'autres années et d'autres médias ou « territoires culturels » francophones ou d'autres langues. D'une part, nous avons vu que relativement peu de textes dans notre année témoin ont fait appel à des experts pour traiter de questions pertinentes à la gouvernance environnementale. Ce n'est pas un constat très réjouissant si nous prenons au sérieux les problèmes qui sont posés face au changement climatique, face aux problèmes de sécurité alimentaire sur la planète et face aux problèmes de biodiversité, sans oublier la pollution et d'autres questions concernant l'eau, le sol, l'agriculture, etc. Comme ce sont des problèmes complexes et graves, le recours à des expertises aurait pu sembler utile ou approprié sur beaucoup plus de questions. La couverture médiatique grand public des questions environnementales semble, à la lumière de cette étude, plutôt faible, du moins lorsqu'il s'agit de recourir à ces expertises universitaires. Comme celles-ci sont pourtant utiles, et souvent nécessaires sur ces questions si on veut éviter des sources trop biaisées, on peut malheureusement penser que la proportion globale de textes traitant de questions environnementales n'est probablement pas, elle non plus, très importante. Je me permettrai de dire qu'il serait donc souhaitable que nous développions assez d'expertises en communication environnementale pour rendre mieux connues ces questions et problématiques auprès du public du Québec, puisque notre recherche était limitée à ce corpus spécifique. D'autre part, bien que les textes soient peu nombreux, qualitativement ils sont derrière leurs sources et représentent le plus souvent des positions claires et nettes. Nous sommes bien éloignés ici du scepticisme qui fait bonne figure dans certains pays au point d'apparaître parfois comme une rhétorique obligée des deux côtés égaux de la médaille, le cas des États-Unis étant particulièrement frappant à cet égard.²⁰ En étant plutôt convergents et favorables, les textes dégagent une opinion nette, mais comme toute bonne chose a aussi ses limites, on ne peut que souligner les limites d'une culture axée sur les données, sur les faits, sur les situations documentées. Bien sûr, nous avons besoin de reportages, de descriptions de situations concrètes, avec des appels à l'expertise également pour bien éclairer ces données et en faire saisir toute la portée. Mais nous avons aussi besoin de textes ou de communications verbales et autres qui viennent orienter l'action, pas seulement faire fond sur des données supposées connues, ou qu'il faudrait mieux connaître. Nous avons besoin de rendre publiques les expertises, de les rendre compréhensibles et accessibles, et non qu'elles deviennent de plus en plus des objets forclos de toute discussion partagée : mais nous avons aussi besoin de décroisonner ces dernières pour les faire conduire, au-delà des cénacles du savoir, dans les arènes de l'action.

Bibliographie

- Bhatia Vijay K., 2004, *Worlds of Written Discourse*. Londres, Continuum.
- Blondiaux, Loïc et Dominic Reynié (coord.), 2001, *Hermès*, no. 31, "L'opinion Publique. Perspectives anglosaxonnes", 282 p.
- Blondiaux, Loïc (2003). « L'opinion publique », dans Gingras, Anne-Marie (éd.), *Communication et politique*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 137-158.
- Hermanm Edward S. et Noam Chomsky (1988). *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*. New York, Pantheon Books.
- Gerbner, George, Larry Gross, Michael Morgan et Nancy Signorielli, 2002, "Growing up with television : The cultivation perspective" dans M. Morgan (Ed.), *Against the mainstream : The selected works of George Gerbner* (pp. 193-213). New York, Peter Lang.

- Dewey, John, 2003, *Le public et ses problèmes*. Paris, Éd. Farrago, tr. Joëlle Zask.
- Dewey, John, 1927, *The Public and its problems*. New York, Holt.
- Eco, Umberto, 1985 ; 1979, *Lector in Fabula. Le rôle du lecteur*. Paris, Grasset.
- Gadamer, Hans-Georg, 1996 ; 1960, *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*. Paris, Seuil.
- Habermas, Jürgen, 1997, *Droit et démocratie*. Tr. Ch. Bouchindhomme et R. Rochlitz, Paris, Gallimard (1992).
- Létourneau, Alain, 2014, "An example of the plurality of levels of communication ethics analysis in a newspaper article" (sous presse). Ds R. C. Arnett & P. Arneson, *Philosophy of Communication Ethics : Alterity and the Other*. Madison, NJ : Fairleigh Dickinson University Press (sous presse).
- Létourneau, Alain, 2012, « Professors and Scholars as Experts : Problem Setting and Methodological Considerations for the Examination of Newspaper Articles », dans J. Goodwin (ed.), *Between Scientists and Citizens : Proceedings of a Conference at Iowa State University, june 1-2, 2012*, GPSSA, Ames (IA), 253-262.
- Létourneau, Alain, 2011, « Definition and Prescription as Classifiers of Arguments : A comparison of two models for analysing arguments, Sproule (1980) and Toussaint-Ducasse (1996) », dans F. Van Eemeren, Bart Garssen, David Godden et Gordon Mitchell, *Proceedings of the 7th Conference of the International Society for the Study of Argumentation*, Amsterdam, Rosenberg/Sic Sat, p. 1076-1088.
- Lippmann, Walter, 1922, *Public Opinion*. New York, Free Press.
- Lippmann, Walter, 2008, *Le public fantôme*. Préface de Bruno Latour, tr. Laurence Décréau. Paris, Demopolis, 2008 ;
- Lippmann, Walter, 1927, *The Phantom Public*. New York, Macmillan, 1927.
- Nanz, Patricia, 2009, « Öffentlichkeit », dans Hauke Brunkorst, Regina Kreide, Kristina Lafont (hrsg.), *Habermas Handbuch*. Stuttgart, J.B. Metzler Verlag, p. 358-360.
- Splichal, Slavko, 1999, *Public Opinion. Developments and Controversies in the Twentieth Century*. Lanham (My), Rowan & Littlefield.
- Sproule, Michael J., 1980, *Argument. Language and its influence*. New York, McGraw-Hill.
- Tönnies, Ferdinand, 2013, *Critique de l'opinion Publique*. Paris, Gallimard.
- Toussaint, Nicole et Gaston Ducasse (avec G.A. Legault), 1996, *Apprendre à argumenter*. Sainte-Foy, Le Griffon d'argile.
- Vanderveken, Daniel, 1988 *Les actes de discours*. Paris, Mardaga.

Annexe

Annexe - Textes de journaux analysés

- Agence France Presse, « Disparition de 80 % de la glace arctique en été d'ici 30 ans », *La Presse*, 03.04.09, p. 31
- Agence France Presse, « G8 : des scientifiques demandent la réduction des GES », *Le Devoir*, 08.07.09, p. 46
- Arnold, Samantha L., Roussel Stéphane, Plouffe Joël, « Pour une commission canado-américaine de l'Arctique », *Le Devoir*, 27.03.09, p.23
- Associated Press, « Fonte des glaces : le niveau des mers s'élèverait moins que prévu », *Le Soleil*, 17.05.09, p. 33
- Bérubé Stéphanie, « Alimentation et gaz à effet de serre – Tempête dans l'assiette bio », *La Presse*, 12.12.09, p. 96
- Côté, Charles, « Canicule – la chaleur urbaine gagne la banlieue », *La Presse*, 17.08.09, p. 63
- Cornelien, Manon, « Paradoxe arctique », *Le Devoir*, 05.08.09, p. 52
- Couture, Pierre, « L'aide aux forestières ne fait pas l'unanimité », *Le Soleil*, 18.06.09, p. 38
- Damon, Matthews, « Sommet de Copenhague, un climat favorable », *Le Devoir*, 07.12.09, p. 86
- Dubuc, Alain, « Les choses qu'on n'ose pas dire », *La Presse*, 30.11.09, p. 92

- Francoeur, Louis-Gilles, « Des expériences inquiétantes réalisées dans l'Antarctique », *Le Devoir*, 13.01.09, p. 5
- Francoeur, Louis-Gilles, « Le climat de l'Australie dérape. La sécheresse endémique rend les feux incontrôlables », *Le Devoir*, 10.02.09, p. 12
- Francoeur, Louis-Gilles, « Les émissions de GES devront chuter radicalement après le G20 », *Le Devoir*, 16.12.09, p. 89
- Francoeur, Louis-Gilles, « Protection de la biodiversité, des cibles ratées », *Le Devoir*, 09.10.09, p. 66
- Gravel, Pauline, « La géo-ingénierie pour freiner le réchauffement climatique ? », *Le Devoir*, 03.09.09, p. 58
- Guillemette, Mélissa, « Des centaines de chercheurs réunis à Montréal. Combattre les changements climatiques est une affaire de sécurité », *Le Devoir*, 21.07.09, p. 49
- Guillemette, Mélissa, « Sommet des leaders. Une coalition réclame un vrai virage vert », *Le Devoir*, 07.08.09, p. 53
- Junca Adenot, Florence, « Quelles sont les priorités ? Montréal pourrait vite implanter des mesures efficaces à un prix raisonnable pour améliorer ses transports collectifs », *La Presse*, 18.09.09, p. 71
- Lasserre, Frédéric, « Changements climatiques et gouvernance, partage de l'eau sur fonds de tension », *Le Devoir*, 17.10.09, p. 71
- Letarte, Martine, « L'INRS en réseau. Les changements climatiques sont pris en charge par la planète », *Le Devoir*, 24.10.09, p. 73
- Lévesque, Claude, « Conséquence de la dégradation de l'environnement - Un autre type de réfugiés. La désertification, les inondations et la pollution extrême font leur lot de victimes », *Le Devoir*, 20.03.09, p. 21
- Morault, Éric, « Conservateur et énergie renouvelable peuvent faire bon ménage », *Le Soleil*, 16.04.09, p. 25
- Morault, Éric, « L'Arctique, Alberta du futur », *Le Soleil*, 09.01.09, p. 2
- Morault, Éric, « L'électricité plus chère pour un Québec plus vert », *Le Soleil*, 15.10.09, p. 59
- Morault, Éric, « Protection des boisés urbains. Le règlement d'urbanisme perd ses feuilles », *Le Soleil*, 31.01.09, p. 13.
- Morault, Éric, « Québec accusé de négliger le boisé Nelligan », *Le Soleil*, 09.04.09, p. 12.
- Morault, Éric, « Niveau des océans, la hausse atteindrait un mètre d'ici 2100 », *Le Soleil*, 09.01.09, p. 2
- Morin, Alain, « Votre argent pour l'environnement. Une étude démontre que les québécois sont prêts à payer pour des actions écologiques concrètes », *Le Soleil*, 05.07.09, p. 41
- Morin, Annie, « Des plantes qui réfléchissent », *Le Soleil*, 25.01.09, p. 5
- Presse Canadienne/Le Devoir, « Étude américaine sur le climat - Certains changements sont déjà irréversibles », *Le Devoir*, 27.01.09, p. 8
- Perreault, Mathieu, « Avenir de la pêche commerciale – Des chercheurs contestent les scénarios catastrophes », *La Presse*, 25.02.09, p. 17
- Perrault, Mathieu, « Le bois, carburant de l'avenir ? », *La Presse*, 16.03.09, p. 25
- Perreault, Mathieu, « Les ours polaires sous le microscope », *La Presse*, 16.01.09, p. 4
- Thériault, Carl, « Évaluation environnementale des parcs éoliens. Remise en question radicale proposée », *Le Soleil*, 28.06.09, p. 39
- Ricard-Châtelain, Baptiste, « Exploiter l'Arctique, un eldorado qui pourrait coûter très cher », *Le Soleil*, 02.08.09, p. 9

Notes

1 Michel Callon, Pierre Lacousmes, Yannick Barthe (2001). *Agir dans un monde incertain*. Paris, Seuil.

2 Voir aussi à ce sujet Arun Agrawal, « Dismantling the divide between indigenous and scientific knowledge », *Development and Change*, 26 (3), 413-439.

3 Deux ouvrages récents nous fournissent une bonne entrée dans la discussion, et ils sont munis de riches bibliographies : Stephen Bocking, *Nature's Experts. Science, Politics, and the Environment*. New Brunswick (NJ), Rutgers University Press, 2006 ; William Ascher, Toddi Steelman et Robert Healy,

Knowledge and Environmental Policy. Re-imagining the boundaries of science and politics. Cambridge (MA), MIT Press, 2010. Voir aussi le numéro spécial suivant : Laura Maxim et Gérard Arnold (éd.), « Les chercheurs au cœur de l'expertise », revue *Hermès* no. 64 (CNRS), 2012.

4 De nombreux travaux théoriques importants ont porté sur la question de la construction de l'opinion publique, qu'il est impossible de revoir ici dans le détail. On a tout récemment traduit l'important traité de Ferdinand Tönnies (2013) paru en 1922...donc dans la même période que les classiques de Lippmann et Dewey. La somme de Slavko Splichal (1999) demeure une référence incontournable pour bien saisir les différentes théorisations de l'opinion publique qui ont été produites, jusqu'à Habermas (1991). En français, c'est surtout Loïc Blondiaux qui permet de dépasser une conception naïve, essentiellement « sondagière », de la construction de l'opinion publique ; voir Blondiaux (2003) pour une synthèse.

5 Il s'agit d'une recherche menée dans le cadre de l'Équipe de recherche sur la gouvernance et l'éthique appliquée, financée entre 2008 et 2011 par le programme PFIÉ de l'Université de Sherbrooke (qui a été remplacé par un programme différent en 2012), et qui était lui-même soutenu par le CRSH. Que les membres évaluateurs de ces différentes instances en soient remerciés.

6 Gadamer (1996). Pour ce penseur contemporain clé, toute interprétation doit articuler et rendre réflexive son lien avec des sources et sa distanciation d'avec elles, c'est « l'entre deux » de toute herméneutique.

7 Pour plus de détails, voir A. Létourneau, « Les universitaires dans le jeu rhétorique des médias de masse », ds A. Létourneau (dir.), *Les universitaires et les médias*. Une collaboration risquée, mais nécessaire. Montréal, Liber, 2012, p. 134.

8 Je veux remercier ici Daniel Giasson pour son travail remarquable à cet égard. Les grands tableaux avec les analyses fournies ont été contre-vérifiées et ont montré un taux de fidélité virtuellement parfait, soit avec moins de .05 de marge d'erreur. La compilation qu'il a menée est d'ailleurs contrôlable et répétable en utilisant le moteur de recherche Eureka.ca.

9 Je tiens ici à remercier Marie Dautriche, doctorante en philosophie pratique, qui a fait un premier décryptage et à su dégager d'excellentes questions à poser aux textes.

10 Umberto Eco (1985 ; 1979). *Lector in Fabula*. Paris, Grasset.

11 Pour penser la question des effets des médias, il y a plusieurs écoles, qui ont souvent quelque chose à apporter à la problématique ; déjà le modèle du « two-step flow of communication » faisait saisir que le contenu média est souvent relayé et renforcé par les utilisateurs dans leur cercle de relations, ce qui est forcément juste comme n'importe qui peut le constater. Un autre modèle intéressant et qui a permis de bonnes recherches est celui de la *Cultivation Analysis*, un programme qui soutient que les médias viennent souvent entretenir les tendances des utilisateurs, qui ne sont pas passifs et qui sélectionnent les contenus en fonction de leurs sensibilités et intérêt, au lieu d'adopter un modèle du type « seringue hypodermique » où l'on se ferait injecter des contenus. Cette approche a été utilisée en études spécifiques de la télévision, notamment pour traiter de l'effet discuté d'entraînement par exemple des comportements violents du fait de contenus médias violents. Sur cette base, la réponse est forcément nuancée, c'est-à-dire que les médias sont vus comme un ayant un effet quoique faible. L'approche suppose un entretien et un renforcement de tendances déjà présentes sur la base d'une sélection ; il n'y a pas de raison de penser que ce type de recherche n'aurait pas de sens pour les médias écrits. Évidemment, Chomsky et Hermann étaient plutôt d'avis que les médias viennent nous soustraire à certains types de problèmes en imposant un certain nombre de filtres. Voir Gerbner et al. (2002) pour la *Cultivation Analysis* et voir Hermann et Chomsky (1988) pour le *propaganda model*.

12 Bhatia, V.J. (2004) *Worlds of Written Discourse*. Londres, Continuum.

13 Notons que le mot « pragmatique » réfère ici spécifiquement au travail dont on voit des ébauches chez John Dewey, mais qui se développe plutôt à partir de l'influence de Wittgenstein, chez Austin, Searle, de nos jours Daniel Vanderveken et d'une autre manière François Cooren. C'est donc un travail sur le caractère performatif du langage dans des actes comme « je juge », « j'estime que », dans la pragmatique considérée parmi les sciences du langage. Voir autre autres D. Vanderveken (1988).

14 Sproule, Michael J. (1980). *Argument*. Language and its influence. New York, McGraw-Hill. Voir aussi Toussaint, Nicole et Ducasse, Gaston (1996). *Apprendre à argumenter*. Sainte-Foy, Le Griffon d'argile, pour les catégories de l'évaluation, de la prescription et de la description. Une synthèse de ces approches a été tentée dans Létourneau (2011).

15 Il serait intéressant de refaire le travail avec un corpus incluant des pièces issues d'ailleurs que la sphère publique spécifique travaillée ici. Pour ce faire, il faut accepter de se donner un corpus limité, ce qui est peut être facilité par la quantité relative de pièces dans le cas du Québec.

16 Letarte, Martine, « L'INRS en réseau. Les changements climatiques sont pris en charge par la planète », 24 octobre 2009.

17 Ricard-Châtelain Baptiste, « Exploiter l'Arctique, un eldorado qui pourrait coûter très cher », *Le Soleil*, 2 août 2009, p. 9.

18 Francoeur, Louis-Gilles, « Des expériences inquiétantes réalisées dans l'Arctique », *Le Devoir*, 13 janvier 2009. Ce qui, notons-le au passage, nous prive du journaliste le plus expérimenté que nous avons

sur ces questions au Québec, comme tous le reconnaîtront. Je ne nomme pas ceux qui restent pour ne pas les gêner !

19 Mathieu Perreault, « Avenir de la pêche commerciale. Des chercheurs contestent les scénarios catastrophes », *La Presse*, 25 février 2009.

20 Peter Applebome, « Drilling Debate in Cooperstown, NY, is personal », *The New York Times*, dimanche 29 octobre 2011, p. 1 et 18. L'article, par ailleurs intéressant et bien fait, fait s'incarner en deux visages féminins (photos à l'appui) le débat sur le gaz de schiste, qui fait bien sûr fureur depuis des années entre la Pennsylvanie et nord de l'État de New York. Cette personnalisation a pour effet de conforter l'idée selon laquelle nous avons là en fin de compte un débat insoluble fondé sur des intérêts et des idéologies divergentes ; sous des apparences d'égalité entre les points de vue, le point de vue « pour » est tout de même mieux mis en valeur que le point de vue « contre » l'exploitation. Le texte a à tout le moins le mérite de nous présenter les deux côtés de la médaille. Nous avons commenté ce texte ailleurs ; voir Létourneau (2014).

Pour citer cet article

Référence électronique

Alain Létourneau, « Figures et importance de l'« expertise environnementale » dans la presse écrite », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 14 Numéro 1 | mai 2014, mis en ligne le 05 mai 2014, consulté le 14 octobre 2014. URL : <http://vertigo.revues.org/14702> ; DOI : 10.4000/vertigo.14702

À propos de l'auteur

Alain Létourneau

Professeur titulaire, Département de philosophie et d'éthique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Campus Longueuil, 150 Place Charles-Lemoyne, bureau 200, Longueuil, J4K0A8, Canada, courriel : Alain.Letourneau@USherbrooke.ca

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Sur les questions de gouvernance environnementale, soit les prises de décisions qui affectent l'environnement, le recours à l'expertise de tiers est souvent nécessaire pour répondre aux besoins des décideurs incluant des groupes citoyens, que ce soit au niveau municipal ou régional : qu'on pense aux spécialistes de l'énergie ou des ressources naturelles, aux hydrologues, aux climatologues, ingénieurs, etc. Dans les sociétés démocratiques, pour les décideurs tout comme pour les membres du public, les médias sont souvent un point d'accès privilégié, même à l'heure d'internet, pour se faire une opinion sur des questions d'intérêt. Quelle place les experts de type universitaires et affiliés occupent-ils sur la question environnementale, et jusqu'à quel point les articles de journaux viennent-ils appuyer ou même s'aligner sur leur expertise dans les discussions ? Pour traiter ces questions, à partir d'un corpus préalablement construit regroupant tous les recours à l'expertise universitaire dans les articles de journaux parus en 2009 dans *La Presse*, *Le Soleil* et *Le Devoir*, nous avons isolé et analysé les textes portant sur des questions de gouvernance environnementale. Nous identifions les catégories de celle-ci en repérant les traitements les plus importants et en les commentant. Le but de la recherche est de voir jusqu'à quel point les opinions expertes dominent les articles traités. Après avoir donné un cadre général pour situer la problématique, nous présentons le corpus, donnons des éléments quantitatifs sur ce dernier, analysons les aspects descriptif, évaluatif et prescriptif et donnons des commentaires d'ensemble sur ce corpus restreint, mais tout de même assez représentatif de l'actualité.

On questions regarding environmental governance, experts are required and frequently used by decision-makers, whether at the municipal, provincial, federal or at the local level. Hydrogeologists, engineers, in some cases climatologists, lawyers and others are called for to help people figure out what they can and should do in determinate situations. In our democratic societies, the media also play a part by giving information to the general public user as well as for decision makers, even with the existence of the internet. We present here and analyze a corpus of articles that have been selected through the whole year 2009, in La Presse, Le Devoir and Le Soleil, important daily newspapers in Québec province. After having treated elsewhere the whole of the articles referring to University and public research experts on all issues, we devote our attention here to a significant part of the sub-corpus of papers, those treating of questions of environmental governance : water, climate, energy problems and others. After having given an introductory set of remarks to discuss expertise issues in the context of public opinion building, we present the corpus, discuss the relative importance of the themes treated by the pieces, then discuss the relative importance of the descriptive, the evaluative and the prescriptive modes of discourse in the articles. We then show how the articles align themselves overall or not on the position of the experts referred to in the given articles, providing both quantitative and qualitative elements to see the relative magnitude and meaning of the phenomenon in the contemporary situation.

Entrées d'index

Mots-clés : expertise, débat public, démocratie, presse écrite, journalisme, opinion publique, analyse de discours, communication environnementale, gouvernance environnementale

Keywords : expertise, public discussion, democracy, print media, journalism, public opinion, discourse analysis, environmental communication, environmental governance